

Annexe 3

Convention relative à la Commission tarifaire de la technique dentaire (CT)

entre

l'Association des Laboratoires de Prothèse Dentaire de Suisse

(ci-après «l'ALPDS»),

la Société suisse des médecins-dentistes SSO

(ci-après «la SSO»)

(dénommées ci-après ensemble «les associations») et

les assureurs conformément à la loi fédérale sur l'assurance-accidents,

représentés par la

Commission des tarifs médicaux LAA (CTM),

l'assurance militaire (AM),

représentées par la

**Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Suva),
division assurance militaire,**

l'assurance-invalidité (AI),

représentée par

l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)

(dénommés ci-après ensemble «les assureurs»)

Toutes les désignations de personnes sont valables pour les deux sexes.
La version allemande fait foi.

En vertu du point 3 de la convention tarifaire signée le 3 mai 2017 entre les associations et les assureurs, est conclu ce qui suit:

1. Tâches et compétences

1.1. Les tâches suivantes incombent à la Commission tarifaire de la technique dentaire (CT):

¹ Actualisation et développement de la structure tarifaire (également: catalogue des prestations) concernant les positions des prestations (positions tarifaires et nomenclature), les points tarifaires (minutage) ainsi que les valeurs de référence économiques sur lesquelles se fonde la valeur de point tarifaire (modèle de coûts 2006)

² Tenue et actualisation de la liste de concordance

³ Négociations relatives à une éventuelle redéfinition de la valeur du point tarifaire (VPT) conformément aux points 3 et 4 de l'annexe 2 de la convention tarifaire (convention relative à la VPT)

⁴ Gestion des publications tarifaires (supports imprimés, navigateur tarifaire, etc.) et d'autres éléments tarifaires (p. ex. formulaire de facturation harmonisé), et information des partenaires tarifaires sur les actualisations nécessaires

⁵ Mise en œuvre des nouvelles directives et dispositions légales ayant une incidence opérationnelle sur la convention tarifaire

⁶ La CT statue définitivement sur l'admission de non-membres d'associations en tant que signataires individuels de la convention tarifaire (cf. point 1.2.4) ainsi que, sous réserve des compétences de la Commission qualité, sur les éventuelles exclusions (cf. point 1.2.5).

a) La CT définit les frais d'adhésion à la convention tarifaire et d'utilisation continue du tarif (droits annuels) par les signataires individuels.

b) La CT gère une base de données relative aux signataires individuels de la convention tarifaire. Elle peut déléguer cette tâche à une institution adéquate.

⁷ La CT officie en qualité d'instance de conciliation pour les litiges qui peuvent découler de l'application de la convention tarifaire et de ses annexes entre un membre d'une association ou un signataire individuel et un assureur.

⁸ La CT statue définitivement sur les recours formés contre les sanctions prononcées par la Commission qualité (CQ).

1.2. Dans le cadre de l'exécution de ses tâches, la CT respecte les conditions et compétences suivantes:

1.2.1 Procédure de demande

¹ La CT traite les affaires au sens du point 1.1 al. 1 à 5 de la présente convention sur demande écrite d'un partenaire tarifaire adressée au secrétariat de la Commission.

² L'inscription d'une affaire à l'ordre du jour pour traitement par la CT incombe au président.

³ Si une affaire ne peut être traitée dans un délai de six mois, il convient d'en informer la partie demandeuse en indiquant une échéance de traitement réaliste.

1.2.2 Procédure de décision et d'application

¹ Sous réserve de la consultation d'organes supérieurs des partenaires tarifaires, les décisions relatives à des affaires au sens du point 1.1 al. 1 à 5 de la présente convention ont force obligatoire à la date du procès-verbal de la Commission approuvé.

² Toute procédure de consultation relative à une décision doit être annoncée par le partenaire tarifaire demandeur lors de son traitement au sein de la CT avec indication d'une échéance de traitement réaliste.

³ Les demandes de réexamen visant des décisions approuvées doivent être soumises par écrit par le partenaire tarifaire dans un délai de 14 jours à compter de l'approbation du procès-verbal de la Commission. A l'expiration de ce délai, les décisions sont dotées de la force obligatoire.

⁴ Dans le cadre de l'application de décisions, les procédures et délais ad hoc des partenaires tarifaires doivent être pris en compte et, le cas échéant, réglementés dans une convention séparée.

⁵ La publication de décisions doit faire l'objet d'une concertation via la définition préalable d'une position commune et coordonnée dans le temps entre les partenaires tarifaires.

1.2.3 Procédure de conciliation

¹ La CT traite les affaires au sens du point 1.1 al. 7 de la présente convention sur demande écrite d'un partenaire tarifaire adressée au secrétariat de la Commission.

² La demande comprend une requête, son motif et les documents nécessaires à son traitement.

³ Le secrétariat de la Commission accuse réception de la demande par écrit et invite la partie adverse à prendre position.

⁴ Le droit d'être entendu est accordé aux parties par écrit; des débats ne sont ordonnés qu'à titre exceptionnel.

⁵ Dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier complet, la CT élabore une proposition de conciliation sur la base des pièces.

⁶ Si la CT n'est pas en mesure de soumettre une proposition de conciliation dans un délai de quatre mois à compter de la réception du dossier complet ou si une partie rejette la proposition de conciliation, la médiation est réputée avoir échoué.

⁷ Les séances de la CT font l'objet de procès-verbaux. La CT annonce ses propositions de conciliation par voie écrite.

⁸ La CT peut imputer au demandeur tout ou partie des frais de procédure si celui-ci ne s'est pas suffisamment conformé à son obligation de collaborer.

⁹ Il n'est pas alloué de dépens en procédure de conciliation.

1.2.4 Procédure d'adhésion de signataires individuels à la convention tarifaire relative aux prestations de technique dentaire

¹ Le demandeur d'une adhésion à la convention tarifaire conformément au point 1.1 al. 6 de la présente convention doit soumettre une demande écrite adressée au secrétariat.

² La demande comprend la requête (annexe 1 de la présente convention) ainsi que les documents nécessaires à son traitement eu égard aux conditions d'admission. Le dossier comprend au minimum:

- a) un justificatif attestant une formation reconnue en technique dentaire (en règle générale CFC ou formation équivalente), accompagné d'une copie du diplôme;
- b) un justificatif attestant une infrastructure de laboratoire suffisante;
- c) une copie de l'autorisation d'exploiter/d'exercer, dans la mesure où elle est prescrite par le droit cantonal, et
- d) une déclaration d'engagement à se conformer à la convention tarifaire et à ses annexes.

Les détails relatifs aux let. a) à d) sont réglementés à l'annexe 2 de la présente convention.

³ En cas de doute, la CT peut demander la confirmation par un tiers des documents soumis.

⁴ Le secrétariat accuse réception de la demande par écrit et réclame le paiement des frais d'examen et d'adhésion. Après réception du règlement, le secrétariat vérifie l'admissibilité formelle et l'exhaustivité du dossier et, le cas échéant, se procure les documents manquants auprès du demandeur.

⁵ Une fois le dossier complet, la CT traite la demande d'admission (conformément au point 1.1 al. 6) et, en cas de décision favorable, ordonne la saisie dans la base de données (conformément au point 1.1 al. 6 let. b).

⁶ En cas de rejet de la demande, le demandeur peut former un recours écrit motivé auprès de la CT dans un délai de 30 jours.

⁷ Les signataires individuels s'acquittent des frais suivants:

- a) Frais d'examen et d'adhésion: 1000 CHF
- b) Droits annuels: 400 CHF (cotisation annuelle)
- c) En contrepartie de charges extraordinaires (p. ex. réexamen total), la CT peut ordonner le recouvrement d'une participation extraordinaire.

⁸ Pour le surplus, il est renvoyé à la convention séparée relative aux cotisations des non-membres de l'ALPDS (annexe 7 de la convention tarifaire du 3 mai 2017 relative aux prestations de technique dentaire).

⁹ Les frais sont dus dans les 30 jours suivant la réception de la facture sur le compte de la CT dédié à l'encaissement des frais des non-membres d'associations.

¹⁰ En cas de non-paiement, les assureurs ne sont pas tenus de régler les décomptes de prestations.

1.2.5 Exclusion de la convention tarifaire

¹ En cas de motif grave (perte de l'autorisation cantonale, infrastructure lacunaire, insolvabilité, agissements frauduleux, etc.), un laboratoire peut être exclu de la convention sur demande d'une partie signataire.

² Le non-paiement des frais par un signataire individuel dans un délai de 30 jours suivant la seconde sommation entraîne automatiquement son exclusion.

1.2.6 Recours à des experts et à des groupes de travail

¹ La CT peut décider de faire intervenir des groupes de travail, des experts externes ou d'autres organes similaires.

2. **Organisation de la CT**

¹ La CT se compose de:

- a) quatre représentants des associations (deux représentants de l'ALPDS et deux représentants de la SSO) et de
- b) quatre représentants des assureurs.

² A la fin de chaque année civile, la CT nomme un de ses membres président pour l'année suivante, en veillant à alterner représentants des associations et représentants des assureurs.

³ La CT se réunit sur convocation du président au moins une fois par an au printemps et, si besoin est, sur demande d'une partie signataire.

⁴ La CT dispose d'un secrétariat («service d'exécution du tarif relatif aux prestations de technique dentaire») tenu par l'ALPDS («Swiss Dental Laboratories»), lequel effectue les travaux nécessaires pour le compte des parties signataires.

⁵ La convocation, l'ordre du jour et les documents correspondants sont remis aux membres de la CT au moins dix jours avant la séance.

⁶ La CT tient une liste de l'ensemble des demandes dans laquelle sont mentionnés leur désignation, leur teneur résumée, leur statut de traitement et leur date prévisionnelle de liquidation.

3. Prise de décisions

¹ Le quorum de la CT est fixé à un représentant de chaque association et à deux représentants des assureurs.

² Les décisions de la CT relatives aux affaires au sens du point 1.1 al. 1 à 5 sont prises à l'unanimité. Les abstentions ne sont pas prises en compte.

³ Les décisions de la CT relatives aux affaires au sens du point 1.1 al. 6 à 8 sont prises à la majorité relative des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, le président a voix prépondérante.

⁴ Exceptionnellement, les décisions peuvent être prises par voie de circulation. Elles sont alors consignées dans le procès-verbal de la séance suivante.

4. Financement

¹ Les parties signataires dédommagent elles-mêmes leurs représentants.

² Les frais du secrétariat de la CT sont recensés annuellement, et approuvés et financés sur décision de la CT. Le secrétariat est en principe financé par les recettes issues des frais d'examen et d'adhésion ainsi que des contributions annuelles des signataires individuels. Si nécessaire, le financement est assuré pour moitié par les associations et pour moitié par les assureurs.

5. Confidentialité

Les données, travaux et décisions de la CT sont soumis à la confidentialité entre les parties signataires. Les décisions au sens du point 1.2.2 al. 5 de la présente convention sont réservées.

6. Entrée en vigueur et résiliation

¹ La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

² La présente convention peut être résiliée fin juin ou fin décembre de chaque année, dans le respect d'un délai de préavis de douze mois. Les parties s'engagent à entamer immédiatement de nouvelles négociations après la résiliation de la convention.

Annexe 1: demande d'adhésion
Annexe 2: justificatif d'infrastructure

Berne/Lucerne, le 3 mai 2017

Association des Laboratoires de Prothèse Dentaire de Suisse (ALPDS) **Société suisse des médecins-dentistes SSO**

Le président
Richard Scotolati

Membre du CC
Renzo Trachsler

Le président
Beat Wäckerle

Le secrétaire général
Simon Gassmann

Expert Tarif ALPDS
Marco V. Camin

Office fédéral des assurances sociales OFAS
Domaine Assurance-invalidité

Commission des tarifs médicaux LAA (CTM)

Le vice-directeur
Stefan Ritler

Le président
Daniel Roscher

Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (Suva)
Division assurance militaire

Le directeur
Stefan A. Dettwiler